

6^E JOUR DE LA GRÈVE DE LA FAIM AU CP1K

3 grévistes transférés à l'établissement hospitalier de Skikda

La situation des travailleurs du CP1K a atteint un seuil alarmant : trois des grévistes de la faim ont été transférés vers l'établissement hospitalier de Skikda car souffrant d'hypoglycémie.

Les travailleurs qui se sont rapprochés de nous sont unanimes à contester une décision pour le moins inadmissible : le médecin du travail du CP1K a été interdit d'examiner les grévistes. Ces derniers auraient été, selon leurs dires, obligés de recourir aux services de la Protection civile et du médecin de la FIR (force d'intervention de réserve). Un élan de soutien s'en est suivi de la part des travailleurs du CP1K. Dans une missive dont nous détenons une copie, les travailleurs mettent en garde contre les conséquences pouvant découler de cette grève de la faim. Ils en appellent aux instances pour «arrêter ce crime».

Pour rappel, la grève de la faim a été enclenchée par huit travailleurs le mardi 8 novembre dernier. Elle a été initialement motivée par la non-satisfaction de 5 revendications. Il y a eu les trois premières revendications qui ont été derrière le mouvement de contestation entamé le 8 mars à savoir la réintégration au sein de la

Sonatrach à partir de janvier 2010 ; l'attribution de la bonification à hauteur de 25/° à partir du 1^{er} juillet 2008 (revalorisation salariale) et l'application des décisions du procès-verbal de la réunion de novembre 2009 rela-

tives au glissement de deux catégories pour l'ensemble des agents en activité au moment où les cadres ont déjà bénéficié de cette mesure (revalorisation salariale partielle). De sit-in en sit-in, la situation au sein du complexe des matières plastiques n'a fait qu'empirer. D'où la survenue de deux autres revendications, à l'origine de la grève de la faim, à savoir la levée des sanctions salariales prises contre

les travailleurs grévistes (ponction sur le salaire d'avril 2011) et la cessation des représailles de la part des responsables contre les contestataires. Du côté de la division pétrochimie (ex-ENIP), on est catégorique, il n'y a pas eu de représailles, il y a eu application du règlement intérieur. Concernant le médecin, «c'est faux ! le médecin est là pour les assister dans les cas sérieux, il ne peut l'être

tout le temps. D'ailleurs, jeudi, c'est dans l'ambulance du CP1K, assistée par celle de la DOS, qu'a été transféré le gréviste qui a eu une hypoglycémie de 0,4 g», nous dit-on. Les grévistes se sont apparemment bien installés avec tentes et matelas, l'interruption de la grève n'est apparemment pas pour demain.

La sagesse doit prévaloir dans ce genre de situation.

Zaïd Zoheir

ÉDUCATION

Les corps communs en grève d'une semaine à Béjaïa

Les corps communs et les ouvriers professionnels du secteur de l'éducation de Béjaïa observent depuis hier un mouvement de grève d'une semaine. Pour cette première journée d'arrêt de travail, le taux de suivi est estimé à plus de 90%, selon une source syndicale.

Les grévistes entendent à travers leur action dénoncer leur «exclusion» des dernières augmentations salariales et les révisions des régimes indemnitaires accordées uniquement au corps pédagogique du secteur. Les corps communs et les

OP de Béjaïa demandent à l'instar de leurs collègues des autres régions du pays leur «intégration dans le décret 08/315, la révision des statuts particuliers et des régimes indemnitaires avec effet rétroactif au même titre que leurs collègues de l'enseignement et la délivrance de l'agrément à la SNCCOPEN dont le congrès avait été tenu en 2007». Les protestataires ont par la même occasion appelé à une manifestation de rue pour demain mardi qui s'ébranlera du TRB jusqu'au siège de la wilaya, selon le communiqué de la section de wilaya des corps communs et des ouvriers professionnels de l'éducation, affiliée à l'UGTA. La manifestation de rue des corps communs et des

ouvriers professionnels a été décidée le 30 octobre dernier lors de leur conférence de wilaya, tenue au siège du SETE de Béjaïa, en présence de l'ensemble des délégués des établissements scolaires de la wilaya. Une autre rencontre des représentants des travailleurs des corps communs et des ouvriers professionnels de Béjaïa est programmée pour le dimanche 20 novembre au siège du SETE en vue de débattre des suites à donner à leur mouvement de protestation et pour se faire entendre par le ministère de l'Education qui «persiste à faire la sourde oreille à nos légitimes revendications», indique le SCCOPEN de la wilaya de Béjaïa.

A. K.

BOUIRA

Un dimanche de protestations

Encore une fois, les citoyens, faute d'une prise en charge effective de leurs problèmes et surtout à cause de promesses souvent sans lendemain, ne trouvent d'autres recours que la rue. Ce dimanche, pas moins de quatre protestations ont été signalées à travers la wilaya.

Au niveau du chef-lieu de Bouira, ce sont les commerçants du centre-ville qui ont donné le ton dès la matinée. Rassemblés devant le siège de l'APC, des dizaines de commerçants, n'ayant pas été reçus par le maire, se sont dirigés ensuite vers le siège de la wilaya pour rencontrer le wali.

Sur place alors que personne parmi les responsables ne voulait les recevoir, les protestataires ont tenu à alerter l'opinion publique sur leur situation. D'après eux, le wali qui a pris des engagements fermes quant à leur prise en charge lors de la démolition de leurs boutiques, situées toutes au niveau des différentes rues de l'ancien centre-ville, que les techniciens du CTC avaient déclaré comme locaux menaçant ruine, s'est rétracté à la dernière minute. La semaine dernière, des dizaines de commerçants avaient reçu des décisions de justice les invitant à quitter les lieux sans aucune indemnisation.

Hier, lors de leur rassemblement, tous se désolent de ce que les autorités locales, et à leur tête le wali, les aient abandonnés à leur triste sort alors que tout le monde sait que ces gens n'ont d'autres ressources pour subvenir aux besoins de leur famille que ces activités qu'ils exercent en toute légalité au niveau de leurs anciennes boutiques. D'après eux, le wali, au lieu de les menacer à travers des décisions de justice, aurait pu tenir ses promesses, à savoir les indemniser ou les recaser temporairement dans un endroit adéquat en attendant leur réinsertion dans leurs nouvelles boutiques une fois le boulevard réalisé et les nouvelles bâtisses érigées. D'autres dénoncent carrément la démolition de ces habitations de l'ancien centre-ville, considéré à juste titre comme la mémoire de la ville de Bouira. Beaucoup parmi les protestataires pensent que toute destruction n'a d'autre but que d'effacer l'histoire de la ville et demandent au wali de reconsidérer sa vision en favorisant la restauration de ce tissu urbain situé au centre-ville, et d'engager les extensions à l'est et à l'ouest pour que Bouira garde jalousement, comme toutes les autres villes du pays et du monde, sa partie historique.

Par ailleurs, et sur les mêmes lieux, des dizaines de jeunes recrutés dans le cadre du préemploi, ont observé un rassemblement pour exiger leur intégration et le gel de tous les

concours de recrutement jusqu'à l'intégration de tous les employés travaillant sur place dans le cadre du préemploi.

A Kadiria, commune située à 30 km au nord-ouest de Bouira, des dizaines de jeunes ont procédé à la fermeture des sièges de l'APC et de la daïra dès la matinée pour dénoncer leur marginalisation.

D'après des informations en notre possession, les jeunes demandent la création d'une agence de l'emploi au niveau de cette daïra puisque l'antenne qui existe actuellement à Lakhdaria, et de laquelle ils dépendent, favoriserait en premier lieu le recrutement des jeunes de Lakhdaria. En outre, les protestataires exigent la réalisation d'un centre de paiement de la Sonelgaz et demandent également des lignes pour le transport universitaire dont le manque se fait de plus en plus sentir chez des étudiants natifs de cette daïra et qui poursuivent leurs études au centre universitaire de Bouira.

Enfin, à Bechloul, commune et chef-lieu de daïra situé à 20 km au sud-est de Bouira, les habitants des villages de Chréa et Taghzout de la commune de Ouled Rached entament leur deuxième semaine de protestation devant le siège de la daïra, pour exiger l'amélioration du cadre de vie au niveau de ces deux villages qui souffrent du manque de toutes les commodités.

Y. Y.

1^{ER} SYMPOSIUM INTERNATIONAL SUR LE PALMIER DATTIER

Le charançon rouge menace nos palmiers

Les experts agronomes mettent en garde contre le charançon rouge, insecte très nuisible pour les palmiers dattiers. Pour ces spécialistes, le renforcement du contrôle sanitaire s'impose.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - «Le charançon rouge s'est attaqué aux plantations de palmiers dans plusieurs pays. Seules l'Algérie et la Tunisie sont encore à l'abri de cet insecte qui détruit entièrement le palmier», a précisé le P^r Bouguedoura, présidente du symposium international sur le palmier dattier, tenu hier à Alger.

Rappelant que l'Algérie compte 17 millions de palmiers dattiers et 1 000 variétés, elle conseille de protéger ce patrimoine arboricole. «Il faut se mobiliser pour empêcher l'entrée du charançon rouge

dans notre pays. Cela peut se faire en interdisant l'importation de ce type d'arbres et en renforçant le contrôle sanitaire des entrées à nos frontières», dit-elle.

Toutefois, cette situation nécessite, selon le P^r Bouguedoura, «la création de nouvelles variétés résistantes à cette maladie». Pour sa part, le D^r Foued Chehat, directeur de l'Institut national de la recherche agronomique d'Algérie (INRAA), a souligné que le symposium vise à établir le bilan de nombreuses recherches menées depuis 1966.

Il est également question de mettre en place un programme national de recherche dans le secteur de la phénicicole afin, explique-t-il, «de développer le secteur et de maîtriser les caractères de résistance aux maladies du palmier dattier, notamment la fusariose (bayoud)». Et de poursuivre : «En 1960, l'Algérie ne comptait pas plus de 6 millions de palmiers dattiers. Aujourd'hui, avec plus de 17 millions d'unités, une grande mobilisation pour lutter contre les maladies de ces plantations est de rigueur.»

Il précisera, par ailleurs, que la récolte nationale de dattes a atteint cette année 700 000 tonnes. Il plaidera, à cet effet, pour l'organisation du marché national

afin, dit-il, d'améliorer nos capacités d'exportation. Pour ce faire, il insiste sur l'imprégnation des expériences et des informations disponibles chez les pays maghrébins, arabes, asiatiques, américains et même européens tels que l'Italie, l'Espagne, la France et le Portugal.

Organisé par le Laboratoire de recherche sur les zones arides de l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediène (USTHB) en partenariat avec l'Institut national de la recherche agronomique d'Algérie (INRAA), le 1^{er} symposium international sur le palmier dattier a regroupé une cinquantaine de spécialistes venus de 17 pays.

R. N.

Le ministre de la PME au «carrefour du jeune entrepreneur»

Le ministre de la PME et de la promotion des investissements a effectué, hier, une visite d'inspection à Oran avec dans son programme l'un des points les plus importants, l'inauguration du salon «le carrefour du jeune entrepreneur».

Ce salon qui va ouvrir ses portes jusqu'au 17 novembre se veut un grand rendez-vous pour les jeunes promoteurs et porteurs de projets qui auront, ainsi, à leur disposition l'ensemble des acteurs agissant dans la promotion à l'investissement, à l'emploi, à l'image de la CNCA, l'Ansej, l'Anem, la pépinière des entreprises et autres centres de facilitations sans oublier les institutions bancaires. Pour le ministre, il s'est agi durant sa visite à différents stands, d'axer «les efforts de tous pour le développement de la culture de l'entreprise qui fait encore défaut chez nos jeunes», avec leur encadrement pour «qu'ils prennent des initiatives et améliorer le climat des investissements», dira le ministre lors de son intervention.

Durant le point de presse, M. Benmeradi sera encore une fois interrogé sur les discussions menées avec le constructeur français Renault en déclarant «je préfère ne plus évoquer cette question, seulement le dossier est en cours, nous avons l'ambition de développer ce secteur mais ce n'est pas une fixation, il y a d'autres secteurs de l'industrie que l'on développe en partenariat».

Dans son allocution le ministre insistera encore sur la nécessité de développer les autres secteurs de l'industrie pour doter le pays d'une économie et d'une industrie nationale regrettant à demi-mot qu'en dépit des privatisations durant les années 2000 et l'ouverture du marché, les investissements étrangers ne se font que dans le secteur de l'énergie, de l'eau et de lâcher «où sont-ils les investissements étrangers ? dans les show-rooms pour vendre c'est tout ».

Pour ce qui est du secteur du textile sinistré depuis 30 ans, selon ses propres mots, le ministre annoncera un programme de développement et d'aide qui devrait permettre à ce secteur de reprendre quelque 20 % des parts du marché national à l'orée 2020. Le ministre fera cette déclaration à une question sur l'interdiction de l'importation de la friperie et les conséquences économiques.

Fayçal M.